



ASIE / INDE - Dernier acte des élections, et le débat se fait plus vif sur la présence des chrétiens dans la vie civile et politique

New Delhi (Agence Fides) - Le dernier acte de la longue tournée électorale indienne est en cours, et a commencé à la mi-avril ; mais, dans le pays, on voit croître le débat sur l'engagement des chrétiens en politique.

D'après des chrétiens, membres du Parlement dans la précédente législature, « ceux qui croient au Christ devraient être plus présents dans les activités publiques, politiques, civiles et sociales du pays, et faire plus entendre leur voix dans les moyens de communication de masse, pour faire connaître aussi leur identité authentique ».

Un parlementaire de Goa, M. Edoardo Faleiro, a déclaré à l'agence Fides : « des manifestations de rue et des cortèges ne suffisent pas : il faut une présence en politique avec des programmes à long terme, il faut former des groupes de réflexion, des instituts culturels et des centres de recherche pour préparer les chrétiens à la vie politique et pour en faire un élément significatif et efficace ».

Pour M. John, Dayal, président de la « All India Catholic Union », « il ne suffit pas que les chrétiens aient des programmes réalisés par le gouvernement, destinés aux minorités. Ils doivent prendre des initiatives plus courageuses, au risque même de s'exposer et de devenir plus facilement des cibles pour les fondamentalistes hindous ».

Un des moyens pour se rendre plus visibles, c'est d'apparaître dans les moyens de communication de masse. Le vice-président de la « Indian Catholic Press Association », le Père Adolf Washington, a déclaré : « Que l'Eglise soit plus présente dans les moyens d'information laïcs, non catholiques, en affrontant les problèmes politiques et sociaux que vit le pays ».

Sur les positions politiques prises par la communauté chrétienne, le Père Babu Joseph, porte-parole de la Conférence Episcopale de l'Inde, a déclaré à l'Agence Fides : « elles se sont articulées en une pluralité d'opinions politiques. On a fait un grand travail au plan de la sensibilisation des gens pour faire prendre conscience aux fidèles de la nécessité de leur participation à la vie politique, en accord avec les principes de la Doctrine Sociale de l'Eglise ».

Un des principes rappelés par l'Eglise a été la distinction entre religion et politique : « Au plan national, tous les Evêques ont donné comme indication de voter pour les partis laïcs, qui ne mélangent pas politique et religion, en se servant de la foi pour des intérêts politiques de parti ». L'espérance que nourrit l'Eglise catholique, est la suivante : « que tous les nouveaux administrateurs appelés à gouverner le pays, protègent les intérêts et les exigences de toutes les communautés. La nouvelle classe politique devrait travailler pour que l'on respecte en Inde les droits légitimes de la personne, quelle que soit sa condition sociale, sa race, sa religion, sa culture. Ce sont des droits garantis par la Constitution, comme la liberté de conscience et de religion, la liberté de promouvoir des activités économiques, sociales et culturelles ». Les élections se terminent le 10 mai, et les résultats officiels seront proclamés le 13 mai. (P.A.)

(Agence Fides, 10 mai 2004, 40 lignes, 530 mots)